

Tarifs d'utilisation des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité (TURPE 6 HTB et HTA-BT)

Date de la contribution : 10/11/2022

Questions relatives à l'adaptation du cadre de régulation incitative de RTE

Question 1 : Pour l'année 2022, êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'inclure les coûts de congestions à 100% au CRCP ?

En préambule, GRDF se félicite de l'approche pragmatique retenue par la CRE au regard de la situation internationale sans précédent et qui permet de préserver les opérateurs sans remettre en cause les grands principes réglementaires.

GRDF n'a pas de remarque sur l'analyse de la CRE quant aux évolutions prévisionnelles liées au marché de l'électricité.

Question 2 : Pour les années 2023 et 2024, êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de remplacer la régulation incitative sur les coûts de congestions nationales et internationales par une régulation incitative portant sur les volumes de congestions nationales et internationales, ainsi qu'aux modalités de cette dernière ?

GRDF est favorable aux propositions d'évolution de la régulation incitative de la CRE qui reflètent une prise en compte pragmatique de la situation exceptionnelle de volatilité des cours de l'électricité tout en préservant l'avenir.

La conservation d'une incitation sur des éléments maîtrisables par les opérateurs électriques permet quant à elle de préserver l'efficacité du système et ne remet pas en cause les principes réglementaires.

Question 3 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE, pour les années 2023 et 2024, de remplacer la régulation incitative portant sur les coûts de constitution des réserves d'équilibrage par une régulation incitative portant sur les volumes d'ajustements pour motif de reconstitution des services système et marges, ainsi qu'aux modalités de cette dernière ?

GRDF est favorable aux propositions d'évolution de la régulation incitative de la CRE qui reflètent une prise en compte pragmatique de la situation exceptionnelle de volatilité des cours de l'électricité tout en préservant l'avenir.

La conservation d'une incitation sur des éléments maîtrisables par les opérateurs électriques permet quant à elle de préserver l'efficacité du système et ne remet pas en cause les principes réglementaires.

Question 4 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'inclure les abattements, pénalités et indemnités liés aux réserves d'équilibrage à 100% au CRCP pour les années 2023 et 2024 ?

GRDF n'a pas d'avis sur cette question.

Question 5 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE, pour les années 2023 et 2024, de remplacer l'incitation à 100% sur les coûts de la part variable de la compensation synchrone par une régulation incitative portant sur les volumes d'énergie valorisée au titre de la compensation synchrone, ainsi qu'aux modalités de cette dernière ?

GRDF est favorable aux propositions d'évolution de la régulation incitative de la CRE qui reflètent une prise en compte pragmatique de la situation exceptionnelle de volatilité des cours de l'électricité tout en préservant l'avenir.

La conservation d'une incitation sur des éléments maîtrisables par les opérateurs électriques permet quant à elle de préserver l'efficacité du système et ne remet pas en cause les principes réglementaires.

Question 6 : Êtes-vous favorable aux propositions d'évolution de la CRE pour l'incitation sur le volume d'achat des pertes supportées par RTE et Enedis ?

GRDF comprend que la CRE supprime complètement la part d'incitation sur les prix de la formule du CRCP, et ne garde que l'incitation relative

aux volumes calculée sur la base du prix de référence de la délibération.

GRDF est favorable à cette proposition d'évolution de la CRE qui reflète une prise en compte pragmatique de la situation exceptionnelle de volatilité des cours de l'électricité tout en préservant l'avenir.

La conservation de la part incitative sur des éléments maîtrisables par les opérateurs électriques permet quant à elle de préserver l'efficacité du système et ne remet pas en cause les principes réglementaires.

Tous les opérateurs d'infrastructures étant confrontés à des variations significatives des prix pour leurs achats de pertes, il serait pertinent de généraliser cette approche en l'adaptant à leur situation respective afin de préserver l'avenir et répondre aux enjeux conjoncturels actuels.

Questions relatives aux moyens de RTE

Question 7 : Êtes-vous favorable à la correction de la trajectoire de production immobilisée pour les années 2023 et 2024 ?

GRDF n'a pas de remarque sur l'analyse de la CRE mais se félicite du pragmatisme de la CRE au regard du contexte exceptionnel et sans précédent qui touche l'ensemble des opérateurs de réseaux et peut conduire à certaines modifications de trajectoire.

Question 8 : Êtes-vous favorable à la restitution aux utilisateurs du réseau des montants transférés de charges d'exploitation vers des dépenses d'investissement ?

GRDF est favorable à un retraitement au CRCP des montants de charges d'exploitation reclassés en dépenses d'investissements s'ils sont justifiés, sans pour autant préjuger des modalités de restitution.

Questions relatives au suivi de la performance de RTE sur les raccordements

Question 9 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de mettre en place un suivi du taux de transmission des propositions techniques et financières dans les délais convenus avec le demandeur et au mécanisme incitatif associé ?

GRDF est favorable au dispositif d'incitation proposée. Au regard du contexte actuel, chaque objectif doit néanmoins être défini par rapport à un niveau de performance utile aux parties prenantes et raisonnablement atteignable par l'opérateur sans générer de surcoûts disproportionnés, par rapport aux bénéfices attendus pour le consommateur.

En outre, GRDF est favorable à ce que la régulation incitative soit symétrique.

Question 10 : Partagez-vous l'intérêt de suivre également le délai moyen de transmission des propositions techniques et financières ? Considérez-vous pertinent d'introduire une incitation financière relative à cet indicateur ?

GRDF est défavorable à la proposition dans la mesure où cet indicateur est redondant avec le précédent, tout en étant moins pertinent. En effet, en fixant un objectif de délai moyen, on ne prend pas en compte la variété des situations rencontrées et des besoins des clients. Cet indicateur pourrait également entraîner des surcoûts pour les opérateurs qui pourraient être amenés à réactualiser les propositions transmises initialement dans les délais, notamment au regard de la période actuelle d'inflation qui limite la durée de validité des offres techniques et financières.

Question 11 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'autres indicateurs ou de nouvelles mesures incitatives appropriées concernant le processus de raccordement ?

GRDF est défavorable sur le principe de la multiplication d'indicateurs et préconise en ce sens une régulation incitative ciblée et bien dimensionnée par rapport aux efforts induits pour les opérateurs. GRDF suggère que l'ensemble des indicateurs concernant le raccordement soient remis à plat afin de limiter la régulation incitative aux seuls indicateurs les plus représentatifs et les plus pertinents pour le consommateur.

Questions relatives aux créances irrécouvrables des responsables d'équilibre

Question 12 : Êtes-vous favorable à l'inclusion, au cas par cas et sur la base de dossiers argumentés par RTE, des créances irrécouvrables des responsables d'équilibre au CRCP ?

GRDF est favorable à ce dispositif. De la même manière que les opérateurs sont couverts sur le risque d'impayés clients, il est cohérent qu'ils le soient également sur les défaillances fournisseurs et ainsi que, pour RTE, sur les défaillances des responsables d'équilibre.

Questions relatives à l'incitation de RTE sur le délai de connexion à la plateforme européenne MARI

Question 13 : Êtes-vous favorable à l'ajout de l'action « partage des capacités transfrontalières françaises sur la plateforme MARI pour les activations programmées qui ont lieu chaque quart d'heure » à la liste des actions prioritaires du dispositif de régulation incitative permettant de favoriser l'innovation à l'externe, et à son délai de mise en œuvre ?

GRDF n'a pas d'avis sur cette question.